

Même s'il détermine la plupart de l'incidence des exportations sur la création d'emplois, le ratio de 1 à 7,5 ne donne pas un aperçu complet de la situation. Étant donné que l'objectif du présent document consiste à ventiler les données entre les marchandises et les industries, seules les exportations de marchandises des entreprises (fondées sur les données des douanes) ont été utilisées dans le modèle. Les données ventilées sur les marchandises ou les services, fondées sur la balance des paiements, n'étaient pas disponibles (les services fondés sur les chiffres des douanes n'étaient pas disponibles non plus). Par conséquent, l'analyse ne porte pas sur les exportations de services directs. En outre, le modèle des entrées-sorties (comme tout autre modèle) comporte certaines limitations qui restreignent le champ de l'analyse. Les secteurs exclus et les limites du modèle réduisent l'importance des résultats finaux. Si tous les phénomènes économiques pouvaient être inclus, le modèle indiquerait des emplois supplémentaires en raison du plus grand nombre de variables.

Le secteur des services directs (y compris le tourisme au Canada en tant qu'«exportations») est le plus important élément exclus de l'analyse. En 1991, mesurées en fonction de la balance des paiements, les exportations de services se sont montées à 23,3 milliards de dollars. En utilisant le montant en dollars des exportations de marchandises par emploi comme substitut approximatif en vue de calculer le nombre d'emplois dans le secteur des services, on trouverait que ce dernier en compte entre 200 000 et 400 000 (en tenant compte du fait que les emplois indirects liés à l'exportation dans ce secteur sont déjà comptabilisés dans le modèle - p.ex., les services de transport que soutient l'exportation de marchandises). L'inclusion de ces emplois augmenterait probablement le nombre d'emplois créés par l'exportation à près de 2 millions.

En outre, les multiplicateurs du modèle ne mesurent pas les effets «provoqués», comme la re-dépense du revenu, et le modèle ne tient pas compte des exportations du secteur non commercial. Ces éléments auraient une très faible importance et n'auraient pas grandement influencé les résultats. Le modèle ne mesure pas un autre secteur générateur d'emplois indirects. La dépense locale des recettes fiscales perçues en imposant les bénéfices réalisés sur les exportations et les salaires générés par ces dernières n'est pas calculée. De nombreux emplois, surtout dans les secteurs «bien-être social, santé et éducation» de l'économie, dépendent directement des recettes fiscales provenant de l'imposition des revenus des exportations du secteur des entreprises. La création d'emplois par l'entremise de la dépense des taxes est probablement importante, mais il n'est pas possible de la calculer avec le modèle utilisé dans le présent document.